



Scandale LACTALIS : la faillite de l'autocontrôle

Les scandales sanitaires et frauduleux se poursuivent et leurs fréquences s'accroissent. Aujourd'hui c'est au tour du lait infantile en poudre fabriqué par la société LACTALIS. Cette affaire révèle un triple scandale : un transformateur qui continue de produire son lait malgré la découverte de la contamination, des distributeurs qui continuent de vendre les lots contaminés malgré l'interdiction de vente qui leur est faite et les services vétérinaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs missions. Pour ce qui relève des services de l'État, rappelons que la gestion du risque alimentaire est une mission de service public et pourtant depuis 2007 près de 1000 emplois dans les services vétérinaires ont été supprimés.

Un constat, l'ensemble de ces scandales montre indéniablement que les auto-contrôles, sont totalement inefficaces face aux enjeux financiers. Cette politique de l'autocontrôle s'est généralisée dans l'industrie agroalimentaire se traduisant par un quasi arrêt des contrôles officiels du ministère chargé de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans les usines agroalimentaires. Les scandales alimentaires se sont donc succédés : la vache folle, les lasagnes à la viande de cheval, les œufs au fipronil et maintenant les salmonelles dans le lait infantile.

Voilà où mène une politique où les entreprises et les distributeurs se contrôlent eux-mêmes ! Il y a quelques années, une entreprise comme LACTALIS était contrôlée 4 à 5 fois par an par les agents des services vétérinaires, aujourd'hui, c'est un contrôle par an !

Pour le SNUITAM-FSU, la question des contrôles sanitaires est un sujet fondamental qui doit permettre d'assurer aux consommateurs la qualité sanitaire des aliments.

À l'opposé de ce qui se pratique depuis des années, les services vétérinaires devraient voir ses effectifs et ses moyens de fonctionnement renforcés, à la fois sur les filières en amont de la production, comme sur celles en aval. Malheureusement ce n'est pas du tout la direction prise par le gouvernement MACRON/PHILIPPE qui est dans la même lignée que les gouvernements précédents.

En comparaison au niveau européen, le Danemark consacre 8 fois plus de budget aux contrôles sanitaires que la France.

Pour le SNUITAM-FSU, il est nécessaire de mettre en place une nouvelle organisation du service public de contrôle pour une meilleure efficacité au service des usagers, peut être un objectif pour CAP 2022 ?

C'est aussi tout le système de production alimentaire qui doit être revu afin de permettre une réappropriation de la production par les consommateurs en lien avec des producteurs locaux et responsables.

Pour le SNUITAM-FSU, les contrôles officiels de la filière agroalimentaire et de la distribution, diligentés par l'État, permettront de mettre un terme à ces scandales alimentaires.

Affirmer qu'un industriel peut mettre des denrées sur le marché et se contrôler lui-même est une supercherie. Le scandale LACTALIS en est, une fois de plus, un parfait exemple